

# Sama II : un Gouvernement du 23 mars pour contrer et soumettre les «terroristes» du M23

P. 3

## ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala

N° 712 du lundi 27 au mardi 28 mars 2023

Prix : 3.000 FC

Journal en ligne  
et Tri-hebdomadaire  
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05  
+ 243 903 185 670  
E-mail : [kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

### Entrée du trio Bemba - Kamerhe - Mbusa au Gouvernement Sama II

# Le retour à la Zorro des «Trois mousquetaires»

P. 2

## Promotion des IDE et diplomatie économique : l'ANAPI à la conquête de la Tanzanie

*A l'heure de la mondialisation, chaque pays se mobilise à exploiter tous les canaux et toutes les opportunités d'affaires en vue d'attirer plus d'investissements directs étrangers (IDE). Pour ce faire, l'Agence nationale pour la promotion des Investissements (ANAPI) a initié, depuis quelque temps, une série de formations à l'attention du personnel de missions diplomatiques congolaises accrédité dans certains pays pour une meilleure compréhension de sa mission. Ainsi, après l'Italie, la France, la Belgique, le Kenya, l'Allemagne et la Turquie, l'équipe de l'ANAPI, conduite par son directeur général, M. Anthony Nkinzo Kamole, vient de boucler,...* p. 5



## PARLONS-EN

### Voici les «Terminators» !

ECONEWS

**D**eux ans après son entrée en fonction (mars 2021), le Gouvernement Sama Lukonde I, né sur les cendres de la défunte coalition FCC-CACH, a vécu. Surnommés les *Warriors* (les Guerriers), les membres du Gouvernement sortant ont connu des fortunes diverses.

Arrivé au plus fort de la pandémie de Covid-19, il est des ministres qui avaient le don de traîner des casseroles, là où d'autres ne laissent que des cadavres dans les placards.

Mais puisque l'action gouvernementale se décline en termes de solidarité de ses membres, ceux qui sont passés entre les gouttes auraient tort de pa-

(Lire en page 2)

## La Banque Centrale du Congo revoit légèrement à la hausse son taux directeur, désormais fixé à 9%

P. 4

## Nouvelle grille tarifaire du transport en commun à Kinshasa

P. 7

**Entrée du trio Bemba – Kamerhe – Mbusa au Gouvernement Sama II**

## Le retour à la Zorro des «Trois mousquetaires»

**Annoncé il y a plus de deux mois déjà, le réaménagement du Gouvernement (ou son remaniement) est effectif depuis la soirée de jeudi 23 mars. Sans grande illusion, les observateurs ne s'attendaient certes pas à assister à de grands bouleversements, ni à des départs de tenants de ministères animés par les plus radicaux des soutiens du chef de l'Etat. Mis à part la mise à l'écart du ministre de l'Intérieur remplacé par un proche de Félix Tshisekedi (Peter Kazadi) ou la permutation de l'ancien ministre de la Défense, l'essentiel des portefeuilles ministériels n'ont pas connu le tsunami annoncé, à l'instar des départements de la Justice, des Finances, de la Fonction publique, des Mi-**

Le secret a été bien gardé. Aucune fuite, aucune information en forme de ballon d'essai larguée pour jauger la température de l'opinion nationale. Quoiqu'annoncé officiellement par le Président de la République en personne lors de la réunion du Conseil des ministres du 13 janvier 2023, le remaniement du Gouvernement finissait par ne plus faire l'objet de conversations dans les salons politiques. Certains avaient tenté de justifier le retard dans la publication de la nouvelle équipe gouvernementale par les préparatifs de la visite du pape François fin janvier-début février, suivie moins d'un mois plus tard par la visite controversée du président français Emmanuel Macron.

C'est chose faite depuis cette longue soirée de jeudi 23 mars. La surprise n'est pas venue dans la mise à l'écart du ministre des Sports dont le départ était réclamé de longue date, ni de celle de l'ombrogeux Daniel Aselo qui n'aura pas réussi à endiguer la vague de la criminalité urbaine, encore moins du sulfureux docteur Mbugani au ministère de la Santé.

### UNE TRIPLE SURPRISE

La surprise, et elle est de taille, résulte de l'entrée au gouvernement Sama II de Jean-Pierre Bemba (MLC), de Vital Kamerhe (UNC) et d'Antipas Mbusa Nyamwisi (RCD/K-ML). Tous les trois vice-premiers ministres en charge respectivement de la Défense, de l'Economie et de l'Intégration régionale. Chacun d'eux affichant, du reste, un parcours pour le moins atypique.

La réalité restant qu'en faisant entrer au Gouvernement ces trois personnalités, Félix Tshisekedi élargit son assise électorale, tout en étouffant dans l'œuf les probables ambitions de briguer la présidence qu'auraient pu nourrir les uns et les autres. Ce faisant, il s'assure un maillage territorial que lui apportent ses alliés.

Leader du Mouvement de libération du Congo, de l'ancienne rébellion soutenue par l'Ouganda et reconvenue en parti politique au terme du Dialogue inter congolais de Sun City (2002-2003), et devenu l'un quatre des vice-présidents de la République sous le régime 1+4, Jean-Pierre Bemba a vu sa carrière politique interrompue par son incarcération et sa condamnation à 30 de prison par la Cour pénale internationale de La Haye où il passera dix ans avant sa libération-surprise en 2018.

Proche jadis du maréchal Mobutu et reconnu homme de poigne, Bemba jouit d'une certaine considération de la part d'anciens officiers généraux et supérieurs des Forces armées zairoises (FAZ). Sa connaissance des questions militaires et des opérations de mixage et intégration des membres des groupes rebelles dans les forces armées sera sans conteste d'un apport irréfutable. Il se prévalait d'une popularité certaine dans la province de l'Equateur.

Cependant, le passage de ses troupes en Ituri où ses hommes ont été accusés de cannibalisme dans le territoire de Mambassa a laissé une tache indélébile qu'il sera difficile d'effacer.

Vital Kamerhe justifie de même d'une longue carrière politique digne d'éloges. Ancien président de l'Assemblée nationale avant la brouille avec l'ancien président Joseph Kabila. Passé à l'opposition, il sera l'un des ténors de l'Accord de Genève qui devait désigner un candidat unique de l'opposition aux élections de 2018.

En retirant sa signature de commun accord avec Tshisekedi et la signature et la conclusion de l'accord électoral de Nairobi, il sera soutien majeur dans l'élection de Félix Tshisekedi à la magistrature suprême dont il devient directeur du cabinet, avant d'être poursuivi pour le détournement de fonds dans le cadre du Programme présidentiel dit des «100 Jours» de construction des infrastructures.

Condamné en 2020 à 20 ans de prison, réduits à 13 ans

**nes, des Affaires foncières ou des Travaux publics et Infrastructures qui restent aux mains des hérauts d'un tshisekedisme pur et dur. Mais la surprise est venue de la nomination simultanée de Jean-Pierre Bemba à la Défense, de Vital Kamerhe à l'Economie nationale et d'Antipas Mbusa Nyamwisi à l'Intégration régionale. Une entrée tonitruante au gouvernement au moment où le pays est engagé dans la ligne droite conduisant à l'organisation (sur le papier) d'élections générales en décembre 2023, et qu'il fait face au borborygme de la crise dans l'Est de la RDC qui prend des allures inextricables de nœud gordien.**



Bemba (VPM de la Défense, à gauche) et Kamerhe (VPM de l'Economie) rejoignent l'équipe Sama II...



... avec Mbusa Nyamwisi (ministre d'Etat de l'Intégration régionale).

en appel, il sera acquitté à la surprise générale «pour faute de preuves». Une décision de justice unanimement controversée dans l'opinion. Il jouit, dit-on, d'une certaine popularité dans son fief du Sud-Kivu.

Enfin, Mbusa Nyamwisi, à la tête d'une dissidence du RCD/Goma (le RCD/K-ML) jusqu'aux assises de Sun City à l'issue desquelles son mouvement rebelle est mué en parti politique, à l'instar du MLC, il est membre du gouvernement à l'Intégration régionale sous le premier ministre Gizenga. Resté discret depuis sa retraite en Afrique du Sud, sa réapparition n'est qu'une demi-surprise. A travers des canaux confidentiels, il a toujours communiqué au Chef de l'Etat sa stratégie en vue d'un rétablissement de la paix dans Nord-Kivu dont il est originaire.

### D'IMMENSES DÉFIS

Le gouvernement Sama II prend ses fonctions au moment où la crise sécuritaire dans le Nord-Kivu et l'Ituri ne semble pas baisser en intensité. Le M23 et ses soutiens rwandais amplifient leur mainmise sur une partie des terri-

ECONEWS

## PARLONS-EN

### Voici les «Terminators» !

(Suite de la Une)

voiser. Si Sama I n'a pas répondu aux attentes des populations qui font face à la cherté de la vie et aux agressions des groupes armés locaux et des armées étrangères, le bilan leur est imputable globalement. Tant ceux qui retournent au chômage ou rejoignent la réserve de la république, tous sans exception sont redevables devant le peuple et l'histoire de leurs incompétences et péchés d'enrichissement immodéré.

Après les Warriors, voici peut-être venu le temps des Terminators. Le surnom, emprunté au film-culte d'Hollywood, n'est certes pas officiel, mais comment ne pas l'évoquer, dans un environnement où les M23/RDF jouent à cache-cache avec les forces loyalistes; que les ADF mettent le Nord-Kivu et l'Ituri à feu et à sang; que la CODECO pille, tue et viole à Djugu, Mahagi et Irumu; que le territoire de Kwamouth nage dans l'instabilité depuis un an, que les négociations et médiations pétinent...

Félix Tshisekedi avait certainement besoin de donner un nouveau souffle aux forces armées et à la diplomatie. En faisant appel à d'anciens chefs de guerre, fins connaisseurs de différents théâtres des opérations des Kivu et de l'Ituri.

La proximité passée entre Bemba et Yoweri Museveni d'une part, et le même Museveni et Mbusa Nyamwisi d'autre part, ne devrait pas manquer d'aérer le climat par trop fermé du fait de l'entêtement criminel du maître de Kigali qui n'entend pas lâcher sa mainmise sur les ressources naturelles du Nord-Kivu ni abandonner ses velléités expansionnistes.

Quant à Vital Kamerhe, découvrant enfin les prix exorbitants sur le marché, il ne manquera certainement pas d'engager une guerre contre la spéculation et les exonérations abusives à l'import-export. C'est à ce prix qu'il fera taire les voix de ceux qui n'ont jamais digéré son acquiescement miraculeux.

Alors, les «Terminators», au travail !

# Sama II : un Gouvernement du 23 mars pour contrer et soumettre les « terroristes » du M23

Aux termes de l'ordonnance présidentielle du 23 mars 2023, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a été reconduit à son poste de Premier ministre. Il devra désormais composer avec une équipe légèrement remaniée qui a enregistré de nouvelles entrées, et non des moindres. Ce sont des « vertébrés », principalement Jean-Pierre Bemba du MLC, Vital Kamerhe de l'UNC et Antipas Mbusa Nyamwisi, qui intègrent ce qu'il faudra appeler le Gouvernement « Sama II ». Cinq vice-Premiers ministres, 11 ministres d'Etat, 27 ministres, un ministre délégué et 12 vice-ministres, c'est le casting parfait que le Président de la République et le Premier ministre se sont accordés pour le Gouvernement Sama II.

L'attente aura certes été longue, mais c'est finalement dans la nuit du jeudi au vendredi que le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a rendu publique la nouvelle équipe gouvernementale qui reste sous la direction du Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde.

Des surprises, il y en a eu en grand nombre dans cette ordonnance, lue sur les antennes de la télévision nationale par Mme Tina Salama, porte-parole du Chef de l'Etat.

A première vue, Félix Tshisekedi renforce l'équipe Sama en y incorporant les plus durs et fidèles de ses alliés. Ainsi, Jean-Pierre Bemba, leader du MLC, prend les commandes du ministère de la Défense nationale dans la peau de vice-Premier ministre (VPM). Vital Kamerhe de l'UNC récupère la casquette de vice-Premier ministre au ministère de l'Economie nationale. Christophe Lutundula, qui n'a pas suivi le mouvement de départ de ses anciens amis d'Ensemble pour la République, conserve son poste de VPM en charge des Affaires étrangères.

A l'intérieur, l'UDPS conserve son poste, tout en cédant la place du VPM sortant Daniel Aselo à Me Peter Kazadi. Jean-Pierre Lihau conserve son poste de VPM en charge de la Fonction publique.

Au ministère de l'Intégration régionale, le Chef de l'Etat a fait appel à un fin connaisseur de la région des Grands Lacs, qui a assumé auparavant les fonctions de ministre des Affaires étrangères. Antipas Mbusa Nyamwisi prend les fonctions de ministre de l'Intégration régionale. Il aura la charge de concilier les avis, parfois divergents, des voisins de la RDC pour une cohabitation pacifique.

Si Mme Eve Bazaïba Masudi maintient son poste à l'Environnement, elle rétrograde néanmoins au rang de ministre d'Etat. C'est le cas aussi de Mme Adèle Kayinda qui demeure ministre d'Etat en charge du Portefeuille. Aimé Boji Sangara garde son poste de ministre d'Etat en charge du Budget.

Aux Finances, c'est le statu quo. Nicolas Kazadi reste en poste, tout comme son vice-ministre, Mme O'Neige N'Sele. Aux Affaires foncières, l'inamovible Aimé Molendo Sakombi garde les commandes.

Aux Affaires sociales, Modeste Mutinga est bien en place. Patrick Muyaya, qui a fait ses preuves sur le front médiatique face à la guerre d'agression de l'Est, con-

serve son poste au ministère de la Communication et Médias, porte-parole du Gouvernement.

La grande surprise est la nomination au ministère des Sports et Loisirs du journaliste sportif François Kabulo mwana Kabulo. Très critique avec l'organisation du prochain match des Léopards, ce vendredi à Lubumbashi, face à l'équipe nationale de la Mauritanie, Kabulo hérite d'un secteur qu'il connaît bien. Après ses virulentes critiques, le Président de la République le met devant ses responsabilités pour réorganiser le sport congolais.

Que dire de ce Gouvernement Sama II? En réalité, Tshisekedi s'est barricadé en s'entourant de ses alliés les plus fidèles. L'équipe est renforcée par les chefs de deux grands partis de l'Union sacrée de nation.

Pour Kamerhe, sa nomi-



Le Président de la République (à droite) et son Premier ministre (à gauche) ont choisi la date du 23 mars 2023 pour l'annonce du Gouvernement Sama II. Tout un message.

nation au ministère de l'Economie efface toutes les années de

galère avec le procès, dit de 100 jours. Ancien chef rebelle, Jean-

Pierre Bemba est appelé à mettre à profit son art de guerre pour gagner la bataille de l'Est.

Un Gouvernement qui sort le 23 mars avec pour distraire le M23. Voilà la grande particularité du Gouvernement Sama II. Le message est si limpide qu'il ne se prête à aucune confusion. Le M23 est donc prévenu. Il a trouvé son pendant à Kinshasa, le Gouvernement du 23 mars. Les terroristes du M23 sont désormais sur sa ligne de mire.

Tout sera mis en place pour stopper nette l'aventure du M23 et rayer ce mouvement terroristes de l'espace géographique congolais.

Voici la composition du Gouvernement Sama II, rendue publique dans la nuit du jeudi au vendredi, sur une base d'une ordonnance présidentielle signée le 23 mars 2023.

## I. Premier ministre

1. Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge

## II. Vice-Premiers Ministres

1. Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières : **Peter Kazadi**

2. Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants : **Jean-Pierre Bemba**

3. Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie Nationale : **Vital Kamerhe**

4. Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et Coopération Internationale : **Christophe Lutundula**

5. Vice-Premier Ministre, Ministre de la Fonction Publique, Modernisation de l'administration et innovation des services publics : **Jean-Pierre Lihau**

## III. Ministres d'Etat

1. Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et Développement Durable : **Eve Bazaïba Masudi**

2. Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des sceaux : **Rose Mutombo Kiese**

3. Ministre d'Etat, Ministre des Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction : **Alexis Gisaro**

4. Ministre d'Etat, Ministre de l'Intégration Régionale et Francophonie : **Mbusa Nyamwisi Antipas**

5. Ministre d'Etat, Ministre du Portefeuille : **Adèle Kahinda**

6. Ministre d'Etat, Ministre du Plan : **Judith Suminwa Tuluka**

7. Ministre d'Etat, Ministre du Budget : **Aimé Boji Sangara**

8. Ministre d'Etat, Ministre de l'Urbanisme et Habitat : **Pius Muabilu Mbayo**

9. Ministre d'Etat, Ministre du Développement Rural : **François Rubota**

10. Ministre d'Etat, Ministre de la Décentralisation : **Eustache Muhanzi**

11. Ministre d'Etat, Ministre de l'Aménagement du Territoire : **Guy Loando Mboyo**

## IV. Ministres

1. Ministre des Finances : **Nicolas Kazadi Kadima-Nzuj**

2. Ministre de la Santé : **Samuel Kamba**

3. Ministre de l'Agriculture : **José Mpanda**

4. Ministre de l'EPST : **Tony Mwaba Kazadi**

5. Ministre des Transports : **Marc Ekila**

6. Ministre de la Pêche et Elevage : **Adrien Bokele**

7. Ministre de l'Industrie : **Julien Paluku**

8. Ministre de l'Emploi, Travail et Sécurité Sociale : **Claudine Ndusi**

9. Ministre de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises : **Désiré Nzinga**

10. Ministre de l'ESU : **Muhindo Nzangi**

11. Ministre de la Recherche Scientifique : **Gilbert Kabanda**

12. Ministre des Mines : **Antoinette N'samba Kalambay**

13. Ministre des Hydrocarbures : **Didier Budimbu**

14. Ministre des PT-NTIC : **Augustin Kibassa Maliba**

15. Ministre du Numérique : **Désiré-Cashmir Kolongele Eberande**

16. Ministre des Affaires foncières : **Aimé Sakombi Molendo**

17. Ministre des Ressources Hydrauliques : **Olivier Mwenze Mukaleng**

18. Ministre du Commerce Extérieur : **Jean-Lucien Bussa Tongba**

19. Ministre des Droits Humains : **Albert-Fabrice Puela**

20. Ministre de la Communication et des Médias, Porte-parole du Gouvernement : **Patrick Muyaya Katembwe**

21. Ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale : **Modeste Mutinga**

22. Ministre de la Formation Professionnelle et Métiers : **Antoinette Kipulu**

23. Ministre de la Jeunesse, Initiation à la Nouvelle Citoyenneté et Cohésion nationale : **Yves Bunkulu Zola**

24. Ministre des Sports et Loisirs : **François Kabulo mwana Kabulo**

25. Ministre de la Culture, Arts et Patrimoines : **Catherine Furaha Kathungu**

26. Ministre des Relations avec le Parlement : **Anne-Marie Kalume**

27. Ministre près le Président de la République : **Nana Manuanina Kithimba**

## V. Ministre délégué

1. Ministre délégué près le ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale chargée des Personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables : **Irène Esambo**

## VI. Vice-ministres

1. Vice-Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières : **Jean-Claude Molepe**

2. Vice-Ministre des Affaires étrangères et Coopération Internationale : **Crispin Bandu**

3. Vice-Ministre de la Justice et Garde des sceaux : **Thaddée Nambu**

4. Vice-Ministre du Plan : **Pascal Omana**

5. Vice-Ministre du Budget : **Elyse Bokumwana**

6. Vice-Ministre de la Défense Nationale : **Samy Aduabango**

7. Vice-Ministre des Finances : **O'Neige N'Sele**

8. Vice-Ministre des Mines : **Godard Motemona**

9. Vice-Ministre de la Santé Publique : **Serge Honne**

10. Vice-Ministre de l'EPST : **Aminata Namasia**

11. Vice-Ministre des Hydrocarbures : **Wivine Moleka**

12. Vice-Ministre des Transports : **Séraphine Kiluba**

# La Banque Centrale du Congo revoit légèrement à la hausse son taux directeur, désormais fixé à 9%

Dans un contexte économique particulièrement agité, la Banque Centrale du Congo, autorité monétaire de la République Démocratique du Congo, a légèrement revu à la hausse son taux directeur, le faisant passer de 8,25% à 9%. C'est ce qu'on retient de la dernière réunion du Comité de politique monétaire (CPM), tenue récemment autour de Mme Malangu Kabedi-Mbuyi, gouverneure de la BCC.

**FAUSTIN K.**

La Banque Centrale du Congo suit de près l'évolution de principaux indicateurs conjoncturels. Si une accalmie relative s'observe depuis lors sur le marché des changes, l'Institut d'émission a décidé de fluidifier le marché de crédit en agissant sur son taux d'intérêt directeur qui passe, à dater du 22 mars 2023, de 8,25% à 9%. Ainsi en a décidé le Comité de politique monétaire (CPM).

Par conséquent, l'Institut d'émission indique que la grille de ses taux directeurs au niveau du guichet de préfinancement se présente comme suit : **Prêt à court terme (9% l'an) et Facilités permanentes (10% l'an).**

Au cours de sa dernière réunion, présidée par Mme la gouverneure de la BCC, le CPM a, prenant en compte la persistance des risques internes et externes élevés, recommandé «la vigilance et le suivi constant des facteurs de la liquidité bancaire, et des développements sur le marché

des changes», soulignant, en même temps, la nécessité de renforcement de la coordination des actions de politiques budgétaire et monétaire.

Faisant le point de la conjoncture interne, le CPM a conclu à une nette stabilité du cadre macroéconomique, avec une croissance prévue à 8% pour 2023, contre 8,5% en 2022, essentiellement portée par le dynamisme des industries extractives.

Après une accélération à 13,1% en 2022, le CPM prévoit qu'en 2023, le taux d'inflation devait osciller autour de 9,7%, en dépit de l'impact négatif de l'inflation importée. Au 17 mars 2023, le taux d'inflation cumulé s'est établi à 5,1%, principalement dû à la hausse des prix des produits alimentaires», indique le même document.

Selon les analyses du CPM, le marché des changes est demeuré «globalement stable» au cours du premier trimestre 2023, notant, au 17 mars, un taux de dépréciation de 1,0% sur le marché interbancaire contre 7,2% sur le marché parallèle.

Avec une position exté-

rieure «positive» de l'économie nationale, soutenue principalement par des prix rémunérateurs des principaux produits d'exportation et contribuant ainsi à l'accumulation des devises, les réserves de change de la RDC restent tou-

jours au-dessus de la barre de quatre milliards de dollars américains. Au 17 mars 2023, les réserves en devises de la RDC pointent à 4,2 milliards de dollars US, avec une gestion des finances publiques «appropriée», qui se situe dans le res-

pect du Pacte de stabilité qui continue à consacrer, rappelle le CPM, «l'absence de financement monétaire du déficit budgétaire de l'Etat par la Banque Centrale du Congo, facteur très important pour la stabilité du cadre macroéconomique».

**BANQUE CENTRALE DU CONGO**



Kinshasa, le 24 MARS 2023

Réf. : Gouv./D.080/n° 000619

**LE GOUVERNEUR**

**A Monsieur le Président  
de l'Association Congolaise  
des Banques (ACB)  
KINSHASA/GOMBE**

**Monsieur le Président,**

**Concerne : Modification des taux d'intérêt de la Banque Centrale du Congo**

J'informe l'ensemble des membres de votre Association, qu'à dater du 22 mars 2023, le taux directeur de la Banque Centrale est fixé à 9,00 % l'an. Par conséquent, la grille des taux d'intérêt débiteurs de la Banque Centrale du Congo au niveau de deux guichets de refinancement se présente comme suit :

- Prêt à court terme : 9,00 % l'an ;
- Facilités permanentes : 10,00 % l'an.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

**MALANGU KABEDI-MBUYI**

## Plus de 900.000 déplacés de guerre dans le Nord-Kivu entre mars 2022 et mars 2023

**ECONEWS**

La DTM (Matrice de suivi des déplacements) a identifié une population déplacée de 904.829 individus au 20 mars 2023 et une population retournée estimée à 268.270 individus depuis la crise M23.

La multiplication des incidents sécuritaires en République Démocratique du Congo, notamment dans l'Est du pays, a entraîné des déplacements de la population et des besoins humanitaires subséquents. Pour mieux comprendre l'ampleur des tendances de déplacement et les besoins des populations déplacées, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en œuvre son volet d'évaluation de crise axé sur la crise du M23.

Les évaluations de crise sont mises en œuvre pour collecter des données sur les populations dans des contextes de crise prolongée ayant entraîné des déplacements importants. En tant que sous-

composante de la méthodologie de suivi de la mobilité, les évaluations sont menées à la fois sur le terrain et par le biais d'un large réseau d'informateurs clés afin de fournir un aperçu contextuel en capturant les meilleures estimations de la présence de la population affectée par zone - un outil utile pour informer l'action humanitaire et faciliter la prise de décision concernant la priorisation des ressources et des interventions.

Les résultats de ces évaluations indiquent un déplacement de plus de 904.829 personnes représentant 180.402 ménages depuis le début de la crise jusqu'au 20 mars 2023. Un nombre estimé à 268.270 personnes retournées, notamment dans les zones sous contrôle du M23, ont été identifiées. La DTM a observé une augmentation nette globale de 374.639 (71%) personnes déplacées comparativement au précédent rapport d'évaluation de crise (février 2022).

Entre février et mars 2023, le nombre de retournés est estimé à 281 265 individus. La majorité des retours sont observés depuis la ville de Kiwanja (15%), le village de Kibirisi, la ville de Rutshuru (10%) et Kitshanga.

Depuis mars 2022, la République Démocratique du Congo, en particulier dans sa province orientale du Nord-Kivu, est affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés entre les structures militaires nationales de sécurité, notamment les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et le Mouvement du 23 mars (M23). Ceci a conduit à diverses poches de tension dans plusieurs localités, dont certaines ont abouti au contrôle de localités et de territoires, notamment Rutshuru, par le M23.

Après une apparente accalmie à la fin de l'année 2022, la situation sécuritaire est restée volatile tout au long

du début de l'année 2023, marquée par une intensification des opérations militaires entre les FARDC et les groupes armés du M23 qui se battent pour étendre leur contrôle sur d'autres territoires, notamment ceux de Masisi et de Lubero. Si la situation sécuritaire s'est améliorée dans certaines zones suite à une décision de «cessez-le-feu» et au retrait apparent du groupe armé M23 de certaines localités, l'impact des violences et la nécessité de se protéger continuent de provoquer de nouveaux déplacements préventifs, ainsi que des déplacements secondaires de populations fuyant les attaques contre diverses positions des FARDC et des combattants d'autodéfense dans les territoires de Masisi et de Rutshuru.

La situation sécuritaire volatile provoque des déplacements dans les zones marquées par la présence de groupes armés vers des communautés relativement

calmes où les populations déplacées s'installent à la fois dans des centres collectifs, des sites et des villages d'accueil. Des vagues de retour dans certaines localités résultant d'une amélioration relative de la situation sécuritaire ont été observées dans le cadre de cette évaluation de crise menée par l'OIM du 11 au 20 mars 2023, en particulier dans les localités affectées par la crise.

L'incertitude entourant la résolution pacifique de ce conflit, qui dure depuis mars 2023, continue d'accroître les vulnérabilités des populations déplacées ainsi que des communautés d'accueil et d'alimenter les inquiétudes croissantes concernant une situation humanitaire déjà alarmante, et soulève des préoccupations justifiées concernant la diminution des ressources communautaires et l'insuffisance de réponses humanitaires face à l'ampleur de la crise.

# Promotion des IDE et diplomatie économique : l'ANAPI à la conquête de la Tanzanie

**A l'heure de la mondialisation, chaque pays se mobilise à exploiter tous les canaux et toutes les opportunités d'affaires en vue d'attirer plus d'investissements directs étrangers (IDE). Pour ce faire, l'Agence nationale pour la promotion des Investissements (ANAPI) a initié, depuis quelque temps, une série de formations à l'attention du personnel de missions diplomatiques congolaises accrédité dans certains pays pour une meilleure compréhension de sa mission. Ainsi, après l'Italie, la France, la Belgique, le Kenya, l'Allemagne et la Turquie, l'équipe de l'ANAPI, conduite par son directeur général, M. Anthony Nkinzo Kamole, vient de boucler, du 13 au 21 mars 2023 à Dar es-Salaam, une mission d'immersion dans le cadre d'une session de formation à l'attention des diplomates congolais accrédités en République Unie de la Tanzanie.**

TIGHANA MASIALA

Vendre le mieux possible des opportunités d'affaires en République Démocratique du Congo (RDC) : c'est la mission que s'est fixée l'Agence nationale pour la promotion des investissements, sous le leadership de son directeur général, Anthony Nkinzo Kamole.

Par les temps qui courent, l'attraction des Investissements directs étrangers (IDE) est devenue un défi majeur pour les pays, surtout les moins avancés, au regard de leur impact dans les économies modernes. Cette situation s'explique par le fait que le monde vit dans une inadéquation considérable entre les offreurs des capitaux (investisseurs directs étrangers) et les demandeurs de ces capitaux.

Face à ce challenge, les Nations concernées se lancent dans une bataille en matière d'at-

traction par devers elles, des investissements directs étrangers. Pour ce faire, plusieurs stratégies sont mises en place pour un marketing à portée de main, notamment la mise en œuvre de la diplomatie économique.

En effet, dans le cadre de la diplomatie économique ou de développement, les diplomates sont appelés, au-delà de leurs missions traditionnelles, à promouvoir les opportunités d'affaires et l'image du pays dans leurs postes d'attache. Cette mission requiert au préalable des prérequis qui passent par une formation des diplomates. C'est dans cette optique que l'ANAPI initie ces dernières années une série de formations à l'attention des diplomates congolais accrédités dans certains pays ciblés sur la base des critères objectifs dont les relations commerciales avec la R.D.C.

Après l'Italie, la France, la Belgique, le Kenya, l'Allemagne et



Le DG Anthony Nkinzo a été convaincant dans ses multiples contacts à Dar es-Salaam.

la Turquie, une équipe de l'ANAPI conduite par son directeur général, M. Anthony Nkinzo Kamole, s'est rendue en République Unie de la Tanzanie du 13 au 21 mars 2023 en vue de l'organisation d'une session de formation de nos diplomates accrédités à Dar es-Salaam.

Cette formation a porté sur le rôle que ces derniers doivent jouer sur la promotion des investissements en faveur de notre pays, dans le cadre de la diplomatie économique prônée par le Chef de l'Etat, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Dans une approche interactive, les matières traitées au cours de cette session de formation ont concerné l'examen de

l'économie tanzanienne, les secteurs prioritaires à promouvoir par les diplomates congolais accrédités à Dar es-Salaam et la démarche méthodologique à suivre pour assurer le marketing de proximité auprès des entreprises de droit tanzanien. Aussi, cette communication a mis un accent particulier sur les bonnes pratiques à observer par les diplomates congolais pour soigner l'image de marque de la RDC. Au nombre de celles-ci, il y a lieu de citer la transparence, l'intégrité et la célérité.

Au-delà de cette formation et dans le but de maximiser son séjour en Tanzanie, l'équipe de l'ANAPI s'est entretenue avec les agences sœurs de promotion des investissements de Tanzanie, à

savoir Tanzania Investment Centre (TIC), à Dar es-Salaam et Zanzibar Investment Promotion Authority : (ZIPA) à Zanzibar.

Au cours de son séjour à Dar es-Salaam, le directeur général de l'ANAPI s'est entretenu avec le staff de CRDB Bank dans le cadre du processus de son déploiement à court terme en RDC pour l'ouverture de sa filiale à Lubumbashi dans le Haut-Katanga et ce, conformément aux conditions requises. Cette rencontre a permis au staff de cette banque de bénéficier des orientations techniques de l'ANAPI par rapport à leur projet d'investissement.

Au travers de ces rencontres, les parties en présence ont reconnu que la R.D.C est au regard de sa position stratégique, est la terre d'avenir en matière des investissements en Afrique. Elles ont préconisé la mise en place d'une synergie dans le but de mutualiser les efforts afin de maximiser les flux entrants d'investissements tanzaniens en R.D.C.

A noter que l'objectif majeur de cette itinérance dans les deux grandes villes précitées aura, entre autres missions, d'organiser avant la fin de l'année en cours, le Forum économique R.D.C-Tanzanie dans les secteurs prioritaires définis dans le plan National stratégiques de développement et le programme d'actions du Gouvernement.

# Sous-traitance dans le secteur privé : un protocole d'accord lie la FEC à l'ARSP

L'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) et la Fédération des entreprises du Congo (FEC) s'engagent à créer une vraie classe moyenne selon la vision du Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi.

Le directeur général de l'ARSP, Miguel Kashal, et le président de la FEC, Albert Yuma, ont, le jeudi 23 mars 2023 à Kinshasa, un protocole d'accord qui scelle un nouveau cadre de collaboration entre les deux parties en soutien à l'entrepreneuriat local. Dans ces principes, ce protocole d'accord vise à promouvoir l'émergence d'une vraie classe moyenne congolaise, telle qu'exprimée par le Président de la République.

Les différents orateurs qui se sont succédés à la tribune de l'espace Kemesha ont salué ce protocole d'accord, censé donner plus de visibilité à la sous-traitance dans le secteur privé.

Dans son mot de circonstance, le directeur général de l'ARSP, Miguel Kashal Katemb, s'est voulu précis et incisif en estimant



En soutien à l'entrepreneuriat local, un nouveau cadre de collaboration vient d'être scellé entre la FEC et l'ARSP.

que ce protocole permettra de matérialiser la vision du Chef de l'Etat congolais de créer une vraie classe moyenne congolaise.

« Nous signons le protocole d'accord qui doit permettre de réaliser efficacement la mission confiée à l'ARSP, celle consistant à intégrer l'entreprise congolaise dans la chaîne des valeurs locales et internationales et capter la valeur ajoutée qui sera diffusée dans population. Pour votre gouverne, par-dessus les

missions de planification, de contrôle et de règlement des contentieux, fixés à l'ARSP par le décret qui l'institue, l'orientation générale de son action procède de la vision du Président de la République, Chef de l'Etat son Excellence, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à qui j'adresse l'expression de mes hommages les plus déférents. Il vous souviendra qu'il avait clairement émis le vœu de voir créer des riches et avait promis aux opérateurs économiques

congolais de s'épanouir et ce, dans l'optique de créer une vraie classe moyenne détenant de vraies actions dans les sociétés de droit congolais », a-t-il indiqué.

A travers cette entente, la FEC s'engage à jouer valablement le rôle d'interface pour permettre à l'ARSP de communiquer efficacement avec les entrepreneurs. Cela permettra une interaction régulière entre la FEC et l'ARSP sur toutes les questions liées à la sous-traitance dans le secteur privé.

Le président de la FEC, Albert Yuma, a salué l'avènement de ce protocole d'accord comme étant l'engagement de la FEC à accompagner la politique du Gouvernement relative à l'entrepreneuriat de manière générale mais surtout avec le développement de la culture d'entreprise.

Il a par ailleurs émis le vœu de voir cet accompagnement de l'ARSP aller dans le sens de permettre la résolution définitive des problèmes liés à la loi sur la sous-traitance dans l'op-

tique de recenser tous les opérateurs économiques pour faire évoluer la loi en mettant en symbiose les points de divergences. Et d'ajouter : « La FEC reste disposée à vous accompagner pour la réalisation des missions vous confiées par le Président de la République et surtout dans l'intérêt des membres de la FEC ».

Présent à la cérémonie, le ministre sortant de Petites et Moyennes entreprises, Eustache Muhanzi, est d'avis que ce protocole d'accord va ouvrir la voie à la mise sur pied d'une commission mixte et paritaire qui permettra notamment la vulgarisation de la loi sur la sous-traitance auprès des membres de la FEC.

Le directeur de cabinet adjoint du Chef de l'Etat en charge des questions économiques, André Wameso, a émis le vœu de voir l'avènement des vrais contrats à la place des bons de commande afin de permettre d'une part, d'avoir accès aux vrais crédits et d'autre part, de baisser les taux d'intérêt.

Avec Zoom-eco.net

# Pour une diplomatie plus dynamique

**Il est indispensable et urgent que la RD Congo mette en place une stratégie diplomatique adaptée au contexte et à la conjoncture politique, économique et aux impératifs d'une coopération mutuellement avantageuse dans tous les secteurs d'activités. Cela exige l'élaboration préalable et rapide d'une politique de rationalisation consistant à identifier les priorités tant dans le déploiement des représentations diplomatiques et consulaires qu'en matière de coopération.**

Le dictionnaire définit la diplomatie comme la connaissance des traditions qui règlent les rapports mutuels des Etats ou l'art de concilier leurs intérêts respectifs. C'est aussi la branche de la science politique qui concerne les relations internationales. La diplomatie est également comprise comme étant la conduite des négociations et de reconnaissance diplomatique entre les personnes, les groupes, les institutions ou les nations en vue de définir et d'aboutir à un accord. Elle correspond, enfin, à la mise en œuvre de la politique étrangère d'un Etat et couvre les rapports mutuels entre les Etats.

C'est ainsi qu'après son accession à l'indépendance, le 30 juin 1960, la RD Congo a été admise comme Etat souverain membre de l'Organisation des Nations Unies. Le pays a, par la suite, établi des relations diplomatiques avec plusieurs Etats à travers le monde. Il a adhéré, en même temps, à de nombreuses organisations régionales et internationales. La RD Congo compte à ce jour une cinquantaine d'ambassades et missions permanentes auprès des Organisations internationales.

A l'échelle continentale, la RD Congo est membre de l'Union africaine, de la SADC, de la CIRGL, de la CAE, de la CEPGL, de la CEEAC, de l'IGAD, du COMESA, de l'IBN, etc. En sa qualité de pays membre de l'Organisation des Nations Unies, la RD Congo abrite des représentations des Agences du Système des Nations Unies, notamment le PNUD, l'UNICEF, la FAO, l'OMS, l'OIM, le HCR, l'OIT, l'UNESCO, le Bureau de Droits de l'Homme, le PNUE/FEM, l'OCHA, l'UNOPS, l'UN Habitat, etc. La RD Congo est en coopération avec les institutions de Bretton Woods, à savoir la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Elle est membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Enfin, bon nombre d'Organisations Non Gouvernementales de portée internationale, telles que le CICR, Interpol, Médecins Sans Frontières, etc. opèrent en RD-Congo en partenariat avec des institutions locales.

## PROTECTION ET DÉFENSE DE SES INTÉRÊTS

Quel est l'objectif poursuivi par la RD Congo dans les relations diplomatiques et de coopération qu'elle entretient avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux ? Quel que soit le type de coopération, le principal objectif poursuivi par la RD Congo est et doit être, en termes simples, **la protection et la défense de ses intérêts.**

Ces intérêts sont multisectoriels et s'étalent sur plusieurs domaines dont la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, la sécurité, les échanges économiques, le commerce, le développement industriel et technologique, la promotion de la santé, des services et des produits, la négociation des contrats mutuellement avantageux, les droits humains et environnementaux, l'éducation et la culture, la formation et la recherche scientifique, les échanges sportifs, le tourisme, la circulation des personnes et des biens, les questions douanières, etc.

## DIFFICULTÉS CONJONCTURELLES ET EFFORTS CONSENTIS

Dans le contexte socio-économique et politique de l'heure, point n'est besoin de souligner, de prime abord, la situation difficile à laquelle la RD Congo fait face à l'instar de tant d'autres nations en Afrique et dans le monde. Dans le domaine diplomatique, objet de notre réflexion, force est de reconnaître qu'en dépit des restrictions dictées par la conjoncture internationale, des efforts substantiels ont été consentis ces dernières années par la RD Congo pour alléger, tant soit peu, les difficultés récurrentes et quasi-structurelles qui ont longtemps plombé ce secteur. Nous citons, notamment, les difficultés relatives au fonctionnement et à la gouvernance des missions diplomatiques (besoins en formation et recyclage du personnel diplomatique, besoins en équipements de travail et en moyens de déplacement, irrégularité dans la mise à disposition des frais de loyer, de fonctionnement, de salaires des diplomates, etc.). Tout en



Christophe Lutundula, chef de la diplomatie congolaise

appréciant, à juste titre, des avancées notoires réalisées dans ce domaine, il sied de souligner que l'irrégularité dans l'acquittement des contributions annuelles de la RD Congo aux organisations régionales et internationales demeure encore un écueil qu'il faut absolument surmonter.

Il est vrai que les aléas conjoncturels extérieurs auxquels le pays est confronté depuis plus d'une décennie et qui échappent au contrôle du gouvernement expliqueraient, en grande partie, cet état de choses. Est-ce pour autant qu'il faille assister impuissants au déperissement de la situation et rester les bras croisés devant le ternissement de l'image de marque de la diplomatie congolaise aux niveaux régional et international ? Par ailleurs, la RD Congo devrait-elle forcément continuer à élargir tous azimut le cercle de coopération et de relations diplomatiques et adhérer à toutes les organisations régionales ou internationales au risque de se retrouver dans l'incapacité d'honorer ses engagements vis-à-vis de toutes ces organisations ?

La position géo-stratégique de la RD Congo au cœur du continent devrait-elle servir d'alibi pour l'adhésion du pays à toutes les organisations régionales avoisinantes ?

Le moment n'est-il pas venu de procéder à des choix stratégiques appropriés en termes de partenariats et/ou de coopération bi ou multilatérale utiles pour le pays ? En clair, quelle stratégie diplomatique et de coopération adopter pour l'atteinte des objectifs que le pays s'est fixés dans ces domaines ?

## STRATEGIE DIPLOMATIQUE

En réponse à ces ques-

tionnements et à bien d'autres, il nous semble nécessaire et urgent qu'il soit mis en place une stratégie diplomatique adaptée au contexte et répondant, en même temps, aux impératifs d'une coopération mutuellement avantageuse dans tous les secteurs d'activités. A cet égard, la stratégie de **rationalisation** consistant à **identifier des priorités, à se focaliser sur l'essentiel et à éliminer toute duplication** tant dans le déploiement des représentations diplomatiques qu'en matière de coopération nous paraît appropriée. Cette stratégie passerait par :

1. La mise en place d'un Comité interinstitutionnel chargé de faire un état des lieux exhaustifs des activités de diplomatie et de coopération, secteur par secteur;
2. Ce Comité aurait la charge de procéder à l'identification des domaines de diplomatie et de coopération devant être considérés comme prioritaires et indispensables pour le pays. Pour ce faire, il pourrait recourir à certains outils d'analyse, notamment un tableau matriciel d'analyse comparative des activités diplomatiques et de coopération, secteur par secteur, passant au crible et évaluant les « forces et faiblesses », les « risques et opportunités », les « avantages et inconvénients » de chacune d'elles pour la RD Congo;
3. Il pourrait, ensuite, procéder à la classification, par ordre de priorité, des domaines de coopération ayant un caractère indispensable et des actions subséquentes à entreprendre à court, à moyen et à long terme en se basant bien évidemment sur les objectifs tels que définis dans le Plan de développement du pays;
4. Enfin, à partir de ces analyses, le Comité pourrait élaborer un rapport étayé d'ar-

guments solides pouvant servir de document de travail pour permettre au gouvernement de lever des options idoines en vue de la redynamisation de la coopération bi et multilatérale.

Sur la base de ce travail, le gouvernement pourrait être amené à décider du désengagement et/ou du retrait éventuel de la RD Congo des organisations régionales ou internationales dans lesquelles les intérêts vitaux du pays ne s'avèrent pas très évidents ou ne sont pas suffisamment prouvés.

Cette démarche présente l'avantage de focaliser et de concentrer l'affectation des ressources de l'Etat, qui sont déjà très limitées, dans des activités diplomatiques et de coopération qui tiennent compte du contexte et qui sont en adéquation avec la Vision et les objectifs définis dans le Pland'Action du Gouvernement. De même, cette démarche contribuerait à réduire sensiblement les dépenses publiques des secteurs diplomatique et de coopération et à rendre plus opérationnelle la part du budget national affecté à ce secteur. Cette stratégie pourrait conduire, entre autres, à la réduction éventuelle du nombre de missions diplomatiques et consulaires de la RD Congo au strict nécessaire et/ou au regroupement des juridictions diplomatiques par l'application des principes de subsidiarité et des ambassades non-résidentes.

Ces actions devraient évidemment aller de pair avec le respect des règles de bonne gouvernance, notamment le contrôle strict de l'exécution du budget alloué au fonctionnement des ambassades et missions diplomatiques, le paiement régulier des salaires du personnel

(Suite à la page 8)

# Nouvelle grille tarifaire du transport en commun à Kinshasa

ANNEXE A L'ARRETE N° SCI/014/CAB/GVK/GNM/2023 DU 22 MARS 2023  
 TARIFS DES TRANSPORTS EN COMMUN ET LES ITINERAIRES OFFICIELS A PARTIR  
 SUR TOUTE L'ETENDUE DE LA VILLE DE KINSHASA

**I. BUS, MINI-BUS ET TAXI-BUS**

01. DE MARCHÉ DE LIBERTÉ, KINGASANI II (PASCAL), KINGASANI YA SUKA A :	TARIF
• MIKONGA/BIBWA	500
• KINKOLE/COMMUNE	1.000
• N'SELE	1.500
• MALUKU	2.000
• MENKAO	2.000
• BITA	2.000
• NDAKO PEMBE	2.500
• IMPURU	2.500
• DUMI	5.000
• MBANKANA	6.000
• MONGATA	8.000
• KISIA	3.000
• KARO	5.000
• KIMPETI SAO	3.000
• MIKONDO BOSAWA	500
• KINKOLE CIMETIERE	1.000
• KINGAKATI	5.000
• BWA NTABA	6.500
• IMBU	6.500
• MFUMU NKENTO	8.500
• KABUBA	9.500
02. DE MARCHÉ CENTRAL A :	TARIF
• KINGASANI YA SUKA	1.500
• KIMBANSEKE	1.500
• N'DJILI SAINTE THERESE	1.000
• MASINA PETRO CONGO	1.000
• DELVAUX	1.000
• OZONE BARRE	1.000
• CAMPUS	1.000
• INTENDANCE	1.000
• MOKALI PONT MANGO	1.000
• U.P.N.	1.500
• MATADI KIBALA	2.000
• LEMBA	1.000
• MATETE	1.000
• ROND-POINT NGABA	1.000
• YOLO EZO	1.000
• KINTAMBO CIMETIERE	1.000
• SELEMBAO SANATORIUM	1.000
• MAKALA NGUNZA	1.000
• ROND POINT VICTOIRE	1.000
• KINTAMBO MAGASIN	500
• MARCHÉ GAMBELA	1.000
• KINSUKA POMPAGE/MBUDI	1.500
• MAKALA LE DESTIN	1.000
• MONT-NGAFULA COMMUNE VIA ELENGESA	1.500

• UNIKIN	1.000
• NDOLO LIBONGO	1.000
• U.P.N.	1.500
• I.S.C.	1.000
• ROYAL GOMBE FONCTION PUBLIQUE	1.500
• KINGASANI YA SUKA	500
• N'DJILI SAINTE THERESE	500
13. DE PONT MATETE A :	TARIF
• SONAS/BOULEVARD	1.000
• GARE CENTRALE	1.000
• VICTOIRE	1.000
• KINGABWA POINT CHAUD	500
• NDOLO LIBONGO	500
• ISC/POIDS L'OURDS	1.000
• FONCTION PUBLIQUE/POIDS L'OURDS	1.500
14. DE KINGABWA POINT CHAUD A :	TARIF
• GAMBELA	1.000
• MARCHÉ CENTRAL	1.000
• KINGASANI II	1.000
• N'DJILI SAINTE THERESE	1.000
• KIMBANSEKE	1.500
• VICTOIRE	1.000
15. DE MASINA PETRO CONGO A :	TARIF
• LEMBA	500
• MATETE	500
• COMMUNE DE NGABA	1.000
• ROND-POINT NGABA	1.000
• CABINE MBANGU	1.000
• NDOLO LIBONGO	1.000
• GAMBELA	1.000
• UNIKIN	1.500
• I.S.C.	1.000
• VICTOIRE	1.000
• FONCTION PUBLIQUE	1.500
• MARCHÉ CENTRAL	1.000
16. DE YOLO EZO A :	TARIF
• MARCHÉ GAMBELA	500
• NDOLO LIBONGO	500
• HOPITAL GENERAL	1.000
• I.S.C.	1.000
• ROYAL GOMBE FONCTION PUBLIQUE	1.000
• BOULEVARD SONAS	1.000
17. DE ZOO/PARC A :	TARIF
• KINTAMBO	500
• BANDAL TSHIBANGU	500
• KINSUKA POMPAGE- MBUDI	1.500
• BINZA BARRE	1.000
• NGIRI-NGIRI COMMUNE	1.000
18. DE MARCHÉ GAMBELA A :	TARIF
• KINSUKA POMPAGE-MBUDI	1.500
• KINGASANI YA SUKA	1.000

• KIMBANSEKE	1.500
• N'DJILI SAINTE THERESE	1.000
• LEMBA	1.000
• MATETE	1.000
• ROND-POINT NGABA	500
• KINTAMBO MAGASIN	1.000
• MARCHÉ CENTRAL	1.000
• MAKALA LE DESTIN	500
• BINZA OZONE	1.000
• SELEMBAO	500
• CAMP LUKA	1.000
19. DE D.G.C. A :	TARIF
• POMPAGE	500
• MALUEKA	1.000
20. DE MATETE A :	TARIF
• LEMBA IMBU	1.000
• HOPITAL DE L'ETAT	500
• KADI	1.000
21. DE N'DJILI Q.6 A :	TARIF
• DINGI-DINGI	5.000
• N'DJILI BRASSERIE	1.000
22. DE MATETE QUARTIER BAHUMBU A :	TARIF
• RIFFLART	500
• LEMBA IMBU	1.000
23. DE PONT KINKOLE A :	TARIF
• MALUKU	1.500
• KIMPOKO NGAMANZO	1.000
• MENKAO TALANGA	1.500
DE POMPAGE A :	TARIF
• MBUDI	500
• KIMBUBALA	500
• MALUEKA	500
25. DE CIMETIERE KINTAMBO A :	TARIF
• MAGASIN KINTAMBO	500
26. DE MIKONGA BIBWA A :	TARIF
• DE BONHOMME	1.000
27. DE L'UPN A :	TARIF
• MATADI KIBALA	500
28. DE MARCHÉ SELEMBAO A :	TARIF
• MATADI KIBALA	1.000

• CAMP LUKA	1.500
03. DE LA GARE CENTRALE A :	TARIF
• KINGASANI YA SUKA	1.500
• KIMBANSEKE	1.500
• N'DJILI SAINTE THERESE	1.000
• MASINA PETRO CONGO	1.000
• MATETE	1.000
• LEMBA	1.000
• BANDAL MOULAERT	500
• MIKONGA BIBWA	2.000
• U.P.N.	1.500
• KINTAMBO	500
04. DE BANDAL TSHIBANGU/MOULAERT A :	TARIF
• GARE CENTRALE	500
• MARCHÉ CENTRAL	500
• VICTOIRE	500
• FONCTION PUBLIQUE	500
05. DE ROND-POINT VICTOIRE A :	TARIF
• KINGASANI YA SUKA	1.000
• KIMBANSEKE	1.500
• ROND POINT NGABA	1.000
• MATETE	1.000
• LEMBA	1.000
• KINGABWA UZAM	1.000
• CLINIQUE NGALIEMA	1.000
• ROYAL GRAND HOTEL DE KINSHASA	1.000
• GARE CENTRALE	1.000
• CAMPUS UNIKIN	1.500
• U.P.N.	1.500
• N'DJILI SAINTE THERESE	1.000
• KINTAMBO MAGASIN	1.000
• KINTAMBO CIMETIERE	1.000
• ISC	500
• CAMP LUKA	1.500
06. DE ROND-POINT NGABA A :	TARIF
• UNIKIN	500
• KIMWENZA MISSION	1.000
• MONT-NGAFULA COMMUNE	500
• LEMBA	500
• MATETE	500
• KINGASANI YA SUKA	1.000
• NDOLO LIBONGO	1.000
• KIMBANSEKE	1.000
• U.P.N.	1.000
• MATADI KIBALA	1.500
• FONCTION PUBLIQUE/GOMBE	500
• MARCHÉ MASANGA MBILA	1.000
• N'DJILI SAINTE THERESE	1.000
07. DE L'U.P.N. A :	TARIF
• SELEMBAO	500

**II. BUS « ESPRIT DE VIE »**

ITINERAIRE	TARIF
01. DE LEMBA TERMINUS A :	
• CADECO OU FONCTION PUBLIQUE	1.000
• AVENUE DU COMMERCE	1.000
02. DE SELEMBAO A :	
• ZOO (MARCHÉ CENTRAL)	1.000
• FONCTION PUBLIQUE	1.000
03. DE N'DJILI SAINTE THERESE A :	
• AVENUE DU COMMERCE	1.000

# Kinshasa : six femmes d'exception primées par la Lizadeel avec le « Trophée Marthe Kasalu »

La Ligue de la Zone Afrique pour la défense des droits des enfants et élèves (LIZADEEL) a remis, vendredi 24 mars à Kinshasa, la récompense, dénommée « Trophée Marthe Kasalu », à six femmes d'exception. Parmi les nominées de cette troisième édition, il y a l'ex-première dame de la Tanzanie (Janet Magufuli), l'épouse de feu le président Léopold Sédar du Sénégal (Colette Senghor), l'épouse du pasteur de l'Eglise Philadelphie (Viviane Dalo) et l'épouse du Dr Sulu du Centre hospitalier Nganda (Léonie Suzanne Mukaya Muken).

NANA KANKU

La troisième édition du trophée «Marthe Tshisekedi Kasalu» a été célébrée avec faste, le vendredi 24 mars 2023, au chapiteau du Pullman à Kinshasa. Cette cérémonie a été organisée par la Ligue de la zone Afrique pour la défense des droits des enfants et élèves (Lizadeel), en partenariat avec le ministère de la Culture, Arts et Patrimoines ainsi que celui du Genre, Famille et Enfant.

Initiateur de cet événement, Joseph-Godet Kayembe a primé les épouses des personnalités, aussi congolaises qu'africaines, ayant marqué positivement l'humanité. Parmi les nominées de la troisième édition, il y avait Colette Senghor, épouse du poète et premier président sénégalais Léopold Sédar Senghor. Le Franco-Sénégalais devient président de la toute nouvelle République du Sénégal en 1960, trois ans après ses noces avec l'écrivaine Colette. Le poète et homme politique a, durant ses vingt ans de règne, posé les bases d'une démocratie solide dans ce pays d'Afrique de l'Ouest qui est l'un de rare à n'avoir pas connu des coups d'État sur le continent.

La deuxième lauréate,

Janet Magufuli, veuve de feu le président tanzanien, était enseignante de formation. Janet Magufuli a accompagné le noble combat d'un héros qui était prêt à se sacrifier pour son peuple. Un homme qui s'est levé contre l'impérialisme des entreprises étrangères et qui a déclaré la guerre à la corruption pour le développer son pays. Le cinquième chef d'état tanzanien, élu en 2015 et réélu en 2020, est mort en 2021, léguant à son pays le combat pour la reconquête de la souveraineté économique face aux institutions financières internationales. Son humilité et sa proximité avec son peuple lui avaient valu une popularité légendaire au sein de l'option nationale et, par-delà, les frontières de sa nation dont il avait renforcé l'économie par la réforme de la législation.

La troisième nominée était, quant à elle, Viviane Dalo, épouse du pasteur congolais Roland Dalo, qui a traversé le désert dans sa vie commune avec son époux et qui deviendra plus tard un notable spirituel de référence en RDC et dans le monde. Dans de moments de sécheresse, elle n'avait cessé de rallumer la flamme de l'espoir des enfants pour un lende-



La veuve Magufuli reçoit son prix pour le combat mené aux côtés de son défunt mari

main meilleur.

Autre nominée : Coretta Scott King, veuve du célèbre pasteur américain Martin Luther King Jr. Elle a vécu dans l'ombre du grand combat du pasteur baptiste et militant non violent américain pour le mouvement américain des droits civiques et fervent militant pour la paix et contre la pauvreté. Martin Luther King est mort, assassiné, le 4 avril 1968 à Memphis (Etats Unis d'Amérique). Coretta Scott King est décédée, elle, en 2006.

Léonie Suzanne Mukaya Mukeng, quatrième lauréate, intellectuelle hautement aguerrie dotée d'une endurance légendaire, était enseignante d'une école primaire lorsqu'elle rencontre dans son Katanga natal, Dr Sulu Meseba Murang. Mme Mukaya Mukeng a été primée pour sa détermination, sa

constance et son engagement qui font l'armure dans tous les combats aux grands défis.

## VERS UNE RECONNAISSANCE AUPRÈS DE L'UNESCO

Dans son allocution, le ministre de la Culture et Arts a révélé qu'un processus est en cours pour l'inscription et la reconnaissance du «Trophée Marthe Kasalu» dans le patrimoine immatériel de l'UNESCO. Elle a, par la même occasion, félicité la Lizadeel pour cette initiative.

Ce trophée est un concept riche et profond présenté à l'Etat congolais par la Lizadeel qui vient de totaliser 30 ans d'existence.

Pour sa part, le président de la Lizadeel, Joseph-Godet Kayembe, a promis de continuer à mener les actions en faveur de la population pour la promotion des valeurs mo-

rales. «Nous irons loin, jusqu'aux provinces. Les grandes difficultés, c'est l'incapacité de nos compatriotes, à commémorer par les dirigeants, à comprendre que ce que nous faisons, c'est quelque chose qui doit être encouragé. Les gens ne donnent pas l'argent pour soutenir une œuvre d'esprit. On a beaucoup de difficultés pour mobiliser les fonds depuis la première édition jusqu'à aujourd'hui», a-t-il déclaré.

Satisfait de l'honneur qui lui a été rendu, l'ex-première dame de la Tanzanie a adressé un message de réconfort aux femmes et jeunes filles : «Le rôle que nous jouons dans la conduite de nos Etats, nous ne pouvons pas oublier de bien remplir notre rôle de mères de famille, parce que la femme, c'est elle la gardienne, la protectrice de la famille... ».

## Pour une diplomatie plus dynamique

(Suite de la page 6)

diplomatie, le suivi et l'évaluation des activités de coopération, etc.

Dans la même perspective, l'adhésion de la RD Congo serait limitée aux seules organisations régionales et/ou internationales où les intérêts stratégiques avérés et les dividendes attendus sont indiscutablement clairs et bénéfiques pour le pays.

Enfin, cette démarche contribuerait à rendre plus efficace, plus dynamique, plus attractif et plus compétitif le fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires de la RD-Congo. Elle inclurait, entre autres, la mise en place, dans les ambassades congolaises, d'un système

moderne, fiable et rapide de gestion des données (digitalisation). Ce système faciliterait l'accès des requérants à toute documentation pertinente sur la RD Congo, aux informations utiles des institutions congolaises, aux données statistiques, socio-économiques, commerciales, culturelles, industrielles et touristiques sur le pays. De même, des mesures pourraient être prises pour rendre moins lourdes les procédures administratives pour assurer la fluidité, la rapidité dans le traitement et la mise à disposition des informations recherchées et imprimer de l'efficacité dans l'organisation interne des services dans les chancelleries

congolaises. Pour les mêmes raisons, des réformes pourraient être envisagées (pourquoi pas !) pour rendre moins onéreux le coût d'octroi des visas d'entrée en RD Congo ainsi que les frais d'obtention des divers documents administratifs auprès de nos ambassades, à l'instar d'autres chancelleries des pays africains. L'engagement pour la demande d'entrée en RD Congo des partenaires au développement, des investisseurs sérieux et crédibles, des visiteurs intéressés et des touristes dépend, en partie, de l'efficacité et de la qualité des services offerts par nos missions diplomatiques.

## REDORER DAVANTAGE L'IMAGE DE MARQUE DU PAYS

Ainsi, à travers ces quelques actions, la RD Congo réussirait-elle à redorer davantage son image de marque à l'extérieur, à faire entendre davantage sa voix dans divers fora et à faire participer de manière effective ses représentants aux instances de prise de décision dans les organisations régionales et internationales. Le versement régulier par la RD Congo de ses contributions annuelles auprès des organisations internationales qui auront été préalablement et objectivement sélectionnées constituerait, à coup sûr, un message diplomatique fort et une manière adéquate d'honorer les engagements pris par le pays vis-à-vis de ces institutions.

Le souci exprimé, à travers cet article, n'est autre que celui de vouloir apporter notre modeste contribution à la réflexion sur la meilleure manière de protéger et de défendre les intérêts et l'image de marque de notre pays auprès de ses partenaires extérieurs. La stratégie proposée s'inscrit dans une logique de rationalisation dans la gestion des ressources très limitées affectées par le trésor public à la diplomatie et à la coopération dans un contexte conjoncturel socio-économique, politique et sécuritaire difficile.

JOSEPH LITITIYO AFATA



# Etats-Unis : Kamala Harris en tournée en Afrique, « l'avenir du monde »

La vice-présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, a entamé dimanche une tournée dans trois pays d'Afrique afin de promouvoir la vision positive portée par Washington, qui voit dans ce continent l'« avenir du monde ».

Le déplacement de Kamala Harris au Ghana, en Tanzanie et en Zambie est la dernière initiative en date prise pour renforcer les liens entre les Etats-Unis et le continent, en grande partie ignoré durant le mandat de l'ex-président républicain Donald Trump, et longtemps considéré par Washington plus comme une région à problèmes que comme une terre d'opportunités.

« Nous voulons (éliminer) les idées reçues et souvent datées sur ce que signifie vivre, travailler et investir en Afrique », a déclaré aux journalistes un haut responsable américain sous couvert d'anonymat. Kamala Harris « est convaincue que l'innovation et les idées africaines façonneront l'avenir du monde », a-t-il ajouté.

Ce voyage s'inscrit également au sein de la stratégie de Washington visant à freiner la présence grandissante de Pékin et de Moscou sur ce continent riche en ressources, et mettre en avant un message plus positif de la part des Etats-Unis, selon les responsables américains.

« Il ne fait aucun (mythère) que nous sommes engagés dans une compétition avec la Chine, très clairement, pour concurrencer la Chine à long terme », a déclaré un haut responsable américain.

Evoquant de « vraies inquiétudes » au sujet des prêts chinois permettant à Pékin d'accroître son contrôle sur les économies fragiles du continent, le responsable a souligné que Washington ne cherchait pas à reproduire les méthodes de la Chine.

« Notre relation avec l'Afrique ne peut et ne doit pas être définie par la concurrence avec la Chine », a-t-il estimé, revenant sur le « programme positif en Afrique » reposant sur la transparence et des partenariats entre le public et le privé.

La tournée de Kamala Harris, qui doit atterrir dimanche au Ghana pour la première étape de son voyage, intervient après d'autres déplacements en Afrique de membres du gouvernement du président Joe Biden ainsi que de son épouse Jill Biden.

Ce déplacement, qui doit



Kamala Harris, vice-présidente des Etats-Unis

conduire la vice-présidente en Tanzanie mercredi, puis en Zambie vendredi, revêt une dimension particulière. Kamala Harris est la première personne noire et la première femme devenue vice-présidente des Etats-Unis. Elle s'était rendue en Zambie alors qu'elle était enfant, lorsque sa grand-mère maternelle, originaire d'Inde, y travaillait.

Ce voyage lui permettra aussi de renforcer ses qualifications en matière de politique étrangère, en amont d'une potentielle deuxième candidature de M. Biden à l'élection présidentielle de 2024, avec Mme Harris à ses côtés.

La vice-présidente doit rencontrer le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan ainsi que le président Hakainde Hichilema de la Zambie. Seront aussi évoquées l'allègement de la dette, la démocratie, la croissance économique, la sécurité alimentaire et les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine.

Le gouvernement de Joe Biden est conscient de l'« importance stratégique » des pays africains concernant les enjeux mondiaux comme le changement climatique, la résilience des chaînes d'approvisionnement,

ainsi qu'en tant qu'« acteurs » au sein de l'ONU.

La jeunesse constitue l'un des grands thèmes du déplacement de Mme Harris, alors que la moyenne d'âge est de seulement 19 ans sur ce continent à la croissance démographique rapide, et où l'on estime qu'un tiers sur quatre vivra d'ici 2050.

Au Ghana, la vice-présidente doit prononcer un « discours important » à l'adresse de la jeunesse et visiter une ancienne plaque tournante de la traite des esclaves, le fort de Cape Coast (sud). Auront également lieu des rencontres avec des entrepreneurs de la tech, des leaders du numérique et des groupes promouvant la place des femmes dans l'économie.

Mme Harris déposera aussi une gerbe pour commémorer l'attentat de 1998 contre l'ambassade américaine de Dar es Salaam, en Tanzanie.

Les Etats-Unis avaient promis en décembre de l'année dernière de consacrer 55 milliards de dollars à l'Afrique. Depuis le pays tente de maintenir sa volonté affichée lors d'un sommet Etats-Unis-Afrique qui s'est tenu à Washington.

Avec AFP

# Maroc : SM le Roi lance l'opération nationale « Ramadan 1444 » au profit de près de cinq millions de personnes

Le roi Mohammed VI, accompagné du prince héritier Moulay El Hassan, a procédé vendredi au lancement de l'opération « Ramadan 1444 » dans un quartier de Salé, cité jumelle de Rabat, selon l'agence de presse locale MAP. Cette campagne de solidarité, dotée d'une enveloppe de 390 millions de dirhams (35 millions d'euros), a pour objectif de fournir de l'aide alimentaire à un million de ménages dans le besoin, en majorité en milieu rural.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, accompagné de SAR le Prince héritier Moulay El Hassan, a procédé, vendredi à Sidi Moussa, arrondissement Lamrissa à Salé, au lancement de l'opération nationale « Ramadan 1444 », initiée par la Fondation Mohammed V pour la Solidarité à l'occasion du mois sacré de Ramadan et bénéficiant à près de cinq millions de personnes.

Cette action de générosité, hautement significative en ce mois béni, traduit la sollicitude Royale constante envers les populations en situation de vulnérabilité sociale et vient consacrer les valeurs d'humanité, de solidarité, d'entraide et de partage,



Le roi du Maroc Mohammed VI (C), accompagné du prince héritier Moulay el-Hassan (2e d), lance l'opération caritative « Ramadan 1444 », le 24 mars 2023 à Salé.

caractéristiques de la société marocaine.

Mobilisant une enveloppe budgétaire de 390 millions de dirhams, l'opération « Ramadan 1444 » se caractérise cette année par l'augmentation, conformément aux Hautes Instructions Royales, du nombre des bénéficiaires, qui est passé de 600.000 ménages lors de l'édition précédente à un million de ménages, établis dans 83 provinces et préfectures du Royaume et dont 77% vivent en milieu rural.

Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, a également donné, à l'occasion de cette 24ème édition, Ses Hautes Instructions pour que la composition de l'aide alimentaire soit

enrichie par de nouveaux produits, notamment le riz et le lait.

Organisée avec le soutien financier du ministère de l'Intérieur et du ministère des Habous et des Affaires islamiques, cette opération nationale est devenue au fil du temps un rendez-vous annuel visant à apporter aide et réconfort aux catégories sociales les plus vulnérables, notamment les veuves, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

Elle s'inscrit en droite ligne du programme humanitaire mené par la Fondation Mohammed V pour la Solidarité et ayant pour objectif d'apporter soutien aux personnes qui en ont le plus besoin, tout en valorisant la culture de solidarité.

Pour le bon déroulement de cette opération, des milliers de personnes sont mobilisées, soutenues par des assistantes sociales et des bénévoles, au niveau des points de distribution mis en place à travers le territoire national. Ils veilleront à la remise de l'aide alimentaire aux chefs et représentants des familles bénéficiaires.

La mise en œuvre de cette initiative obéit également à des contrôles notamment au niveau de deux comités, l'un local et l'autre provincial, qui veillent sur le terrain au suivi de l'approvisionnement des Centres de distribution, à l'identification des bénéficiaires et à la distribution des denrées alimentaires. En fait, l'identification des personnes bénéficiaires est soumise, comme chaque année, à un travail de terrain effectué par les autorités locales et permettant d'évaluer les conditions de vie de ces personnes et leur situation actuelle sur la base des critères socio-économiques.

Les services sociaux des Forces Armées Royales, l'Entraide nationale, la Promotion nationale et les autorités locales prêtent également leur concours à la Fondation Mohammed V pour la Solidarité pour assurer le bon dérou-

lement de cette opération solidaire. Le ministère de la Santé et de la Protection Sociale et l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) veillent, pour leur part, au contrôle de la qualité des produits alimentaires distribués.

A cette occasion, SM le Roi, que Dieu L'assiste, a remis, à titre symbolique, des paniers de denrées alimentaires à 10 chefs ou représentants des familles bénéficiaires de l'opération « Ramadan 1444 », avant de poser pour une photo-souvenir avec des bénévoles qui participent à cette opération solidaire.

L'opération nationale de soutien alimentaire a, depuis son lancement en 1998, mobilisé une enveloppe budgétaire globale de près de deux milliards de dirhams, avec un nombre de familles bénéficiaires qui est passé de 34.100 en 1998 à un million cette année.

L'opération « Ramadan 1444 » vient ainsi s'ajouter aux différentes actions et initiatives humanitaires entreprises par Sa Majesté le Roi Mohammed VI dans le but de promouvoir la culture de solidarité et d'assurer un développement humain durable.

Avec MAP

# Stabilité financière : « Il est clair que les risques ont augmenté », s'inquiète le FMI

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a appelé dimanche à « rester vigilant » face à « l'incertitude » encore « élevée » dans le secteur financier après les mesures prises par les économies avancées pour calmer les tensions sur les marchés.

Les institutions financières et les chefs d'Etat ont beau vouloir rassurer sur la solidité du système bancaire après les mesures prises pour tenter de mettre fin aux turbulences bancaires observées depuis quinze jours aux Etats-Unis et en Europe, les incertitudes sur le secteur financier sont loin d'être levées pour Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI). Ce dimanche à Pékin, lors du Forum sur le développement de la Chine, elle a déclaré que les risques pour la stabilité financière s'étaient accrus et, face à « l'incertitude » encore « élevée », elle a appelé à « rester vigilant ».

En Europe, le rachat de Credit Suisse par UBS, piloté par les autorités suisses, tout comme les récentes mesures de banques centrales pour améliorer l'accès aux liquidités, ont permis d'éviter la panique mais sans parvenir à ramener la stabilité sur les marchés. Les valeurs bancaires sur les places boursières européennes ont ainsi encore chuté vendredi, notamment Deutsche

Bank (près de 10%)

## RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE MONDIALE

Les récentes déclarations de Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), réaffirmant la résilience du système bancaire, et celles du président français Emmanuel Macron ou du chancelier allemand Olaf Scholz, qui se voulaient rassurantes, n'ont pas su calmer les esprits. Le président américain Joe Biden a lui affirmé vendredi à Ottawa (Canada) que les « banques se portaient plutôt bien » et qu'il ne voyait rien « sur le point d'exploser ». Il a toutefois reconnu qu'il faudrait « un peu de temps pour que les choses se calment ».

Kristalina Georgieva a réitéré sa prévision d'une année 2023 encore difficile, avec une croissance mondiale ralentie en deçà de 3% en raison des séquelles de la pandémie de coronavirus, de la guerre en Ukraine et du durcissement des politiques monétaires. Même si les perspectives pour 2024 sont meilleures, la



Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI

croissance mondiale restera bien en deçà de sa moyenne historique de 3,8% et les perspectives pour la croissance mondiale restent faibles, a-t-elle avancé. Le FMI, qui a prévu une croissance mondiale de 2,9% cette année, doit publier de nouvelles prévisions le mois prochain.

Kristalina Georgieva estime que les responsables politiques des économies avancées ont

réagi de manière décisive aux risques de stabilité financière à la suite de faillites bancaires mais qu'il fallait rester vigilant.

« Nous continuons donc à suivre de près l'évolution de la situation et à évaluer les implications potentielles pour les perspectives économiques et la stabilité financière mondiale », a-t-elle déclaré, ajoutant que le FMI accordait une attention particulière aux pays les

plus vulnérables, notamment les pays à faible revenu où le niveau d'endettement est élevé.

Elle a également mis en garde contre la fragmentation géoéconomique qui pourrait diviser le monde en blocs économiques rivaux, entraînant « une division dangereuse qui laisserait tout le monde plus pauvre et moins sûr ».

Avec LA TRIBUNE.FR

# Russie et Chine renforcent la « relation spéciale » face aux Occidentaux

ECONEWS

Les présidents chinois et russe, Xi Jinping et Vladimir Poutine, ont mis en scène avec force, mardi dernier à Moscou, leur relation « spéciale » après un sommet au Kremlin qui visait avant tout à démontrer les liens entre la Russie et la Chine, dans un contexte de vives tensions entre ces pays et les Occidentaux.

Les deux chefs d'Etat ont loué l'entrée dans une « nouvelle ère » de leur relation « spéciale » face aux Occidentaux, le président russe appuyant prudemment le plan chinois pour régler le conflit en Ukraine, tout en accusant Kiev de le rejeter.

« En ce qui concerne la réaction des pays de l'Occident collectif, le fait que leur réaction sur tous les sujets était de nature inamicale et hostile n'est une nouvelle pour personne », a jugé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Le président chinois Xi Jinping a quitté Moscou, mercredi dernier, après une visite de deux jours en Russie axée sur le renforcement des liens avec son homologue Vladimir Poutine, ont rapporté les agences russes. L'avion de Xi a quitté l'aéroport moscovite de Vnukovo après



Entre Poutine et Jinping, il y a une « relation spéciale » pour contrer l'Occident

avoir été salué par une garde d'honneur qui a joué les hymnes nationaux russe et chinois, a indiqué l'agence de presse RIA Novosti. De hauts responsables du gouvernement russe ont assisté au décollage.

En l'absence de percée sur l'Ukraine, le sommet visait avant tout à démontrer la solidité des relations entre la Russie et la Chine, dans un contexte de vives tensions entre ces pays et les Occidentaux. Dans une déclaration commune aux accents de guerre froide, les deux dirigeants ont ainsi vivement attaqué l'Occident, accusant les Etats-Unis de « saper » la sécu-

rité internationale pour conserver leur « avantage militaire », et exprimé leur « préoccupation » face à la présence croissante de l'Otan en Asie.

Le déplacement à Moscou de Xi a constitué un soutien important au chef de l'Etat russe, visé depuis la semaine dernière par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). La visite du président chinois en Russie intervient par ailleurs au moment où cette dernière a massivement réorienté son économie vers la Chine, face aux sanctions occidentales dont elle est la cible. Dans ce contexte, Poutine a annoncé mardi avoir

trouvé un accord avec Xi sur le gigantesque projet de gazoduc Force de Sibérie 2, qui permettra à la Russie de fournir 50 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires par an.

Engagé dans un bras de fer avec les Occidentaux depuis le début du conflit en Ukraine, Poutine peut compter sur Pékin pour briser l'isolement: Xi l'a ainsi invité à se rendre en Chine cette année. Le président chinois Xi Jinping a déclaré mardi qu'il souhaitait travailler avec son homologue russe, Vladimir Poutine, pour élaborer des plans en matière de relations bilatérales et de coopération pragmatique afin de

promouvoir le développement et le renouveau des deux pays. Xi a tenu ces propos au cours de son entretien avec Poutine en format élargi au Kremlin.

Xi a souligné que grâce aux efforts conjoints des deux parties, les relations Chine-Russie avaient toujours maintenu une dynamique de développement vigoureux, sain et stable. Les deux pays ont approfondi la confiance politique mutuelle, la convergence des intérêts et le rapprochement entre les peuples, et ont continué à faire progresser la coopération dans les domaines de l'économie, du commerce, des investissements, de l'énergie, des échanges culturels et humains, ainsi que la coopération entre les collectivités territoriales, a-t-il affirmé.

Xi a indiqué qu'il avait eu de bons échanges avec le président Poutine et le Premier ministre Mikhaïl Michouline depuis son arrivée à Moscou, et que d'importants consensus avaient été dégagés.

La coopération entre la Chine et la Russie s'est élargie, avec les consensus renforcés et les premiers résultats de coopération obtenus, a noté le président chinois, ajoutant que la coopération était en train de progresser de manière globale.

**Éliminatoires de la CAN/Côte d'Ivoire****Après leur victoire à Lubumbashi, les Léopards condamnés à rééditer l'exploit mardi à Nouakchott**

**L'opération relance est enclenchée pour la RDC. Pour la troisième journée des éliminatoires CAN Côte d'Ivoire 2023, dans le groupe I, les Léopards de la RDC ont battu la Mauritanie, vendredi 24 mars, au stade TP Mazembe de Kamalondo. Score final : 3 buts à 1.**

N.K.

Après leurs succès face aux Mourabitounes de la Mauritanie (3-1) à Lubumbashi, en match comptant de la troisième journée des éliminatoires CAN Côte d'Ivoire 2023, les Léopards de la République Démocratique du Congo se sont envolés samedi 25 mars à destination de Nouakchott où ils vont installer leur quartier général pour préparer le match retour prévu ce mardi 28 mars 2023.

Au stade TP Mazembe de Kamalondo, les Léopards de la RDC ont donné l'image d'une équipe en pleine renaissance.

Portés par 20.000 spectateurs enthousiasmés au « Temple des

*Badiangwenas*», les hommes de Sébastien Desabre prenaient l'ascendant d'emblée grâce notamment à un pressing haut mais n'arrivent pas à concrétiser.

Peu après, Gaël Kakuta a ouvert le score à la 37<sup>ème</sup> minute avant que Cédric Bakambu ne double la mise cinq minutes plus tard. Les Mauritanien ont bien cru se relancer après un exploit individuel d'Aly Abeid (55<sup>e</sup>), mais Arthur Masuaku, d'une frappe au-delà de 25 mètres en pleine lucarne, a mis fin à tout suspense (67<sup>e</sup>).

Toujours en match de la troisième journée, le Ga-



Porté par un Cédric Bakambu de grand jour, les Léopards doivent rééditer le même exploit ce mardi à Nouakchott

bon a battu le Soudan (1-0) et se positionne en première place au classement provisoire du groupe de la RDC,

en attendant le match de la quatrième journée.

En Mauritanie, les Léopards sont condamnés à

rééditer l'exploit de Lubumbashi pour prétendre participer à la prochaine édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), prévue en 2024 en Côte d'Ivoire.

Avec un mental fort, comme ils l'ont affiché à Lubumbashi, les Léopards de la RDC sont déterminés à se qualifier pour la CAN. Les Fauves congolais livrent ce mardi à Nouakchott à 23 heures (heure de Kinshasa) un match décisif pour leur survie dans le Groupe, en attendant d'affronter le Gabon et le Soudan.

Avec ce succès, les Léopards se relancent et comptent désormais trois points, ex aequo avec le Soudan. Ce groupe est dominé par le Gabon (7 points) et la Mauritanie (4 points).

**Sélectionneur du Maroc, Regragui : vaincre le Brésil « un rêve devenu réalité »**

La victoire des Lions de l'Atlas, samedi soir au stade de Tanger, face au Brésil (2-1), en match amical, est « un rêve devenu réalité », a assuré le sélectionneur national, Walid Regragui.

« Ce n'est pas facile de battre la première nation mondiale du football. Je ne réalise toujours pas que nous avons remporté ce match. On savait que la partie sera intense et se jouera sur des détails. C'était un match du niveau de la Coupe du monde », a-t-il dit lors de la conférence de presse donnée à l'issue de ce match.

« C'est la première victoire du Maroc face au Brésil. Même s'ils ont été privés de certains joueurs, ça reste le Brésil. C'est une belle victoire », a-t-il savouré.

« Les joueurs ont fait leur devoir. On était très bons en première mi-temps. J'ai beaucoup apprécié la réaction des joueurs lors de la seconde période. On n'a pas été bons, mais les joueurs n'ont pas baissé



Le sélectionneur national, Walid Regragui

les bras », a-t-il fait remarquer.

« Je suis très content pour cette victoire que nous offrons au public marocain », a ajouté le sélectionneur national, assurant que le match de mardi prochain (ce

mardi 28 mars 2023) face au Pérou ne sera pas facile non plus.

« Nous allons donner la chance à d'autres joueurs afin de gagner du temps de jeu et de la confiance », a-t-il poursuivi.

De son côté, le capitaine des Lions de l'Atlas, Ghanem Saï, a assuré que l'équipe nationale voulait offrir cette victoire aux supporters présents à Tanger.

« C'était magnifique de pouvoir célébrer le parcours que nous avons réalisé lors du Mondial. Pour que la fête soit belle, il fallait remporter ce match », a-t-il déclaré.

« On avait affaire à une belle équipe du Brésil avec énormément de qualités. On a été à la hauteur, même si par moments cela a été compliqué. Mais encore une fois, l'état d'esprit de ce groupe a fait la différence », a-t-il ajouté.

Les Lions de l'Atlas se sont imposés grâce à des buts signés Soufiane Boufal (29<sup>e</sup>) et Abdelhamid Sabiri (79<sup>e</sup>). Entre-temps, Casemiro a égalisé pour le Brésil 1-1 (67<sup>e</sup>).

Le onze national s'envole ce mardi à destination de l'Espagne, pour y affronter la sélection péruvienne à Madrid (21h30, heure locale).

Avec MAP

**ECONEWS**  
Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa / Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63 / 89 301 93 05 + 243 903185670  
E-mail : [kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Faustin KUEDIASALA

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Hugo TAMUSA

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
Florent N'LUNDA N'SILU

**RÉDACTION GÉNÉRALE**  
Faustin KUEDIASALA  
Hugo TAMUSA  
Florent N'LUNDA N'SILU  
Véron KONGO  
Jonathan MUTADJIRI  
Nana Kanku  
A.T. MPUU

**COLLABORATEUR EXTÉRIEURS**  
Marc NZATE  
Francis Mayuma

**WEB MASTER**  
Tighana MASIOLA

**PRODUCTION**  
Michel MASUDI  
+243 907314011

**COMMERCIAL**  
John RUSHIMBA

**INTENDANT GÉNÉRAL**  
René LOKOTA

**Éliminatoires-Afrobasket zone 4 : les Léopards dames domptent les Panthères du Gabon**

Les Léopards seniors dames basket-ball ont vaincu les Panthères du Gabon sur la marque de 105-53, samedi, au Palais des sports de Yaoundé, au Cameroun, en match retour des éliminatoires de l'Afrobasket 2023, zone 4.

Cette victoire a été obtenue grâce au renouvellement de l'équipe nationale féminine par le staff technique.

Les Congolaises, par cette victoire, ont obtenu leur ticket pour la phase finale qui se déroulera à Ki-

gali au Rwanda.

Cette compétition qui s'est déroulée en aller vendredi (121-32) et retour samedi (101-53) a démontré la volonté du bureau exécutif de la Fédération de basket-ball du Congo (FEBAC) de remettre

cette discipline, jadis sur podium de l'Afrique, sur les rails. La RDC sera présente au Rwanda aux côtés du Nigeria, du Cameroun, du Sénégal, du Mozambique et du Rwanda, pays hôte.

Avec ACP

